

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 155 - VENDREDI 12 OCTOBRE 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Si les chaînes publiques respectaient leur cahier des charges, l'une d'elle diffuserait *Pain et chocolat* de Franco Brusati.

AGENDA MILITANT

→ 13 octobre

Rennes [Pour une gestion démocratique de l'Eau, notre bien commun](#)

→ 16 octobre

Paris [La gratuité est-elle un concept pertinent ?](#)
Charente [Les moissons du futur, projection collective](#)

→ 17-20 octobre

Rennes/Pacé [Un toit, c'est un droit](#)

→ 20 octobre

Saint-Denis [Réunion nationale "Tousensemble"](#)

→ 21 octobre

Blois [Paysans en lutte de la Révolution à nos jours. Résistance et émancipation](#)

À LIRE SUR
[communistesunitaires.net](#)

→ Ille et Vilaine

[Une journée pas "socialiste"](#)

→ Rencontres

[Vies d'exil - 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie](#)
[La scop Le Pavé en 2013](#)

Imposer d'autres droits Inventer une place, un rôle pour chacun-e

Vous comme moi, nous partageons chaque jour des discussions, petites et grandes, avec nos voisins, amis, collègues, au travail, au troquet, en famille.

De ce petit tour d'horizon quotidien, je retiens ces éléments forts.

Jamais la question de l'avenir, le sien, le nôtre, n'est posée avec autant d'acuité. Désespoir et défiance, particulièrement en ces moments, en direction de tout ce qui a trait au pouvoir institutionnel et politique. Ainsi ma fille, infirmière, me confiait il y a quelques jours « *Tu sais, quand je vois comment cela continue de se passer à l'hôpital, j'ai du mal à me souvenir que j'ai voté à gauche et qu'on a gagné.* »

Mon activité m'a permis de passer du temps, de discuter avec plusieurs dizaines d'allocataires du RSA (411 € pour une personne seule). J'en ai rencontré qui sont depuis des mois et des mois dans cet état de survie. Des hommes et des femmes qui n'auront plus droit à l'allocation chômage. Même profil pour les "entrants", sauf qu'ils sont plus jeunes, plus diplômés aussi.

Comment vit-on avec 411 € par mois, comment se loge-t-on, même mal ? Car, en plus, il faut montrer patte blanche, rester actif, ne pas se laisser aller, c'est "gentiment" dit. Ce qui l'est moins, c'est la menace de radiation permanente. Il faut accepter les contrats, les petits, tous petits smic jusqu'au prochain retour au RSA.

Oui, il faut de toute urgence augmenter le RSA. Le maintenir à un niveau si faible, c'est de l'humiliation collective, vécue comme telle par les premiers concernés.

Mais elle rêve M. Zediri, pensez-vous ! Ce que je veux dire, c'est que malgré la crise ou à cause de la crise, il faut à chacun, à chacune un revenu décent, digne (salaire ou allocation). Ce que je veux dire, c'est que malgré l'Europe et ses directives, malgré la haine viscérale, la lâcheté du gouvernement, la démagogie, l'indécence du moment, c'est maintenant et ensemble qu'il faut imposer d'autres droits.

La seule issue, c'est d'autres règles. C'est inventer une place, un rôle pour chacun, chacune, à partir de l'endroit où on est.



● **Malika Zediri**

Travailleuse sociale, militante association chômeurs et précaires.

Sur les sentiers de l'émancipation : les pratiques de gratuité

Pour construire sans attendre une alternative pratique au capitalisme, les partisans de l'émancipation disposent d'une arme redoutable, encore sous-estimée : la gratuité. Entretien avec Magali Giovannangeli et Jean-Louis Sagot Duvaux, auteurs de *Liberté, égalité, gratuité*.

Comment les élus du pays d'Aubagne et de l'Étoile ont-ils été conduits à mettre en place la gratuité de l'accès de tous aux transports publics à desserte locale ?

M. G. : Nous étions à la veille des élections municipales de 2008. Nicolas Sarkozy venait d'être élu. Nous avons décidé de mener une campagne participative et d'écrire avec les citoyens le projet municipal pour le mandat 2008-2014. L'idée de mettre en place la gratuité sur notre réseau de transports publics ne s'est pas imposée d'un coup : elle a été le résultat d'une réflexion commune, de débats pas toujours simples et surtout d'une volonté politique qui s'est forgée en partant du réel et de préoccupations récurrentes. Quelle mesure pourrions-nous proposer qui soit suffisamment forte pour répondre à des enjeux tels que celui de la liberté de se déplacer, de faire mieux respirer la ville, avancer l'égalité entre les citoyens ? Alors que Sarkozy au pouvoir symbolisait le triomphe d'une société du tout marchand, nous étions motivés par l'envie d'être à contre-courant de l'idéologie dominante. Rendre gratuit les bus sur les douze communes

du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, donc faire des bus de nouveaux espaces publics émancipés de rapports marchands, c'était aussi poser la question du vivre

M. G. : « Nous étions motivés par l'envie d'être à contre-courant de l'idéologie dominante. Rendre gratuit les bus, c'était aussi poser la question du vivre ensemble, et plus précisément : du vivre bien ensemble et sur un pied d'égalité. »

ensemble, et je dirai plus précisément : du vivre bien ensemble et sur un pied d'égalité. Avec le recul, c'est cette intuition qui a permis d'emporter le morceau : nous avons inscrit noir sur blanc,

dans le programme du prochain mandat, la gratuité des bus.

Quel a été le processus pour y parvenir, et quel est le bilan du dispositif, trois ans après ?

M. G. : Une fois la décision prise, il a fallu la mettre en œuvre. C'est à l'aune de notre volonté politique que les questions techniques et financières ont été posées et résolues. Au moment où nous décidons de la gratuité, en 2008, nous sommes en délégation de service public avec les Autobus Aubagnais, filiale de Véolia. Nous devons "faire avec" notre délégataire et le bras de fer s'engage. Vous devez savoir qu'en 2007, au moment du renouvellement de la DSP, pour dix ans, nous avons dû batailler pour exiger une augmentation de 2 % du nombre de voyageurs avec un objectif de + 17 % en 2017. Avec la mise en place de la gratuité, nous avons exigé une augmentation de + 58 % en deux ans et de + 87 % à l'horizon 2017. Nous ne savions pas encore que 40 jours après le lancement de la gratuité, le 15 mai 2009, nous dépasserions l'objectif des + 58 et qu'un an après, nous serions à + 100 % ●●●

●●● de fréquentation par rapport à 2008, avant la gratuité ! Trois ans après, nous atteignons + 170 % de fréquentation. C'est donc un bilan très positif. Dans la mise en œuvre de la gratuité, le service public, et tout particulièrement notre service transports, a fait preuve d'audace et d'imagination. En effet, nous avons fait évoluer le contrat de DSP en substituant les recettes perçues sur les usagers par des recettes liées à la fréquentation : le transporteur s'engage sur un nombre de personnes transportées et la communauté d'agglomération le rémunère par personne réellement transportée. C'est un dispositif original en passe de faire jurisprudence. Mais on ne s'interdit pas, en 2017, de remettre en débat et d'étudier la mise en régie de notre réseau de transports publics gratuit, qui comprendra aussi un tramway qui devrait être sur les rails début 2014.

Vous évoquez dans le livre à la fois le rôle des instances de démocratie participative et celui des instances de démocratie représentative (les élus), « jusqu'à présent la forme de pouvoir la plus favorable à la liberté », avant de souligner que ce qui se développe dans l'expérience aubagnaise, c'est « la liberté tout court », « le dépérissement du pouvoir ». De quoi s'agit-il ?

M. G. : Comme je l'ai précisé, la gratuité a été proposée dans le cadre du projet municipal et votée par les conseillers communautaires en février 2009. Le rôle des élus est donc fondamental. Le "pouvoir" de ces élus s'est exercé pour mettre en œuvre un nouveau droit. Cela dit, rien n'est possible sans les citoyens eux mêmes. Ils se sont emparés

de la gratuité et la meilleure preuve qu'elle a "échappé" en quelque sorte à ses promoteurs c'est que nous avons été bluffés par son succès. Certes, on sait que rendre les bus gratuit entraîne toujours une augmentation de la fréquentation. Mais là, ce fut et cela reste impressionnant, preuve que d'autres choses se jouent avec la gratuité.

J.-L. S.-D. : La mise en place de la gratuité a été le fruit de trois types d'intervention politique.

1 – L'intervention des représentants élus : elle était nécessaire, car des questions d'argent étaient en jeu et, à défaut d'une assemblée générale des citoyens sur chaque décision budgétaire ou à moins de vivre dans l'utopie du communisme, sans monnaie, sans État, sans salariat, le débat représentatif reste le plus approprié pour rendre effectives des décisions de ce type.

2 – L'intervention de ce qu'on a pris l'habitude de nommer la démocratie participative : elle a permis de beaucoup affiner la proposition, d'impliquer en amont les citoyens. Il ne s'est pas agi d'une mesure politique puisée dans des sondages et appliquée pour faire plaisir aux électeurs, mais d'un travail commun d'élaboration, un mûrissement collectif.

3 – Enfin, il y a aussi eu l'intervention directe des citoyens, souvent oubliée, "dépolitisée". Ce sont les mille gestes, les mille initiatives quotidiennes des passagers et des salariés qui ont donné sa chair, sa singularité à cette gratuité, la "libre association" dont parlait naguère l'utopie libertaire et communiste. Sans cette invention de l'espace public par ceux qui concrètement le constituent, la gratuité serait une mesure sans couleur



Magali Giovannangeli et Jean-Louis Sagot Duvaouroux
Editions Au diable vauvert, 2012

Magali Giovannangeli est adjointe au Maire d'Aubagne et Présidente de la communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile (Bouches-du-Rhône).

Jean-Louis Sagot-Duvaouroux est philosophe, dramaturge, directeur du Théâtre L'Arlequin (Morsang-sur-Orge). Il a publié plusieurs ouvrages, dont : *On ne naît pas Noir, on le devient* (2004), *De la gratuité* (2006), *Emancipation* (2008, texte disponible ici : <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article294>), *Ilotopie – Les utopies à l'épreuve de l'art* (2008).

et sans vie, une modification administrative, donc fragile. Elle n'aurait pas produit de nouvelles façons d'être ensemble, moins agressives, plus conviviales. Parce qu'elle a été concrètement inventée par la vie, en tenant compte de la vie, elle s'impose désormais aux instances de pouvoir. Je souhaite bon courage aux "représentants" qui, au nom de la légitimité électorale, voudront se risquer à supprimer une mesure si puissamment intériorisée par la société elle-même ! ●●●



●●● **En quoi la gratuité est-elle une alternative à la régulation des inégalités (option de la gauche d'alternance) et à l'auto-régulation "naturelle" du marché (option libérale) ?**

J.-L. S.-D. : Le libéralisme est une doctrine assez plausible, en tout cas étayée et crue, selon laquelle la production capitaliste, la subordination salariale, la répartition marchande, la consommation comme clef du bien-être et le modèle occidental sont l'aboutissement de l'émancipation humaine. Ce programme ne sera jamais chimiquement pur. Il est encombré d'entraves posées sur son chemin par la vie et avec lesquelles il doit jouer. Pour ceux qui refusent le projet libéraliste, ces entraves sont de bons points d'appui. Ils fragilisent le système en mettant concrètement en cause sa légitimité et sa prétention. Il n'est pas indifférent qu'au lieu du "coup de pouce" à la Hollande, le Front de gauche propose un Smic à 1 700 euros. Tous ceux qui gagnent moins savent que leurs fins de mois ne correspondent pas à la richesse produite par le travail. A des degrés divers, Hollande compris, la gauche est actrice de ces entraves. Ça l'honore. Mais peut-on sortir du système ? Instaurer la gratuité est d'une autre nature que d'augmenter les moyens monétaires dont les pauvres disposent pour consommer. Contrairement à un argument "de gauche" qui harcèle la gratuité avec entêtement, ce en qui fait une mesure alternative et non régulatrice, c'est que riches et pauvres

en profitent à égalité, qu'elle fait sortir riches et pauvres de l'histoire du libéralisme, qu'elle abolit les hiérarchies d'argent dans les espaces où elle s'exerce. Elle produit de l'hégémonie, au sens gramscien

J.-L. S. D. : « La gratuité produit de l'hégémonie, au sens gramscien du terme autour non d'idées, mais de pratiques qui montrent que l'idéal communiste de la répartition des richesses en fonction des besoins est réalisable et bénéfique. »

du terme (99 % de satisfaits dans l'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile) autour non d'idées, mais de pratiques qui montrent que l'idéal communiste de la répartition des richesses en fonction des besoins et non plus des comptes en banque est réalisable et bénéfique. Toute expérience émancipatrice qui rompt la clôture de l'histoire telle que la prescrit le libéralisme est un pas, un levier pour rendre ailleurs son franchissement plausible et désirable.

Vous démontrez l'efficacité économique de la gratuité, dans le cas de celle des bus d'Aubagne. Mais faut-il nécessairement que la gratuité soit rentable ?

J.-L. S.-D. : Rentable ? Efficacité économique ? Votre question emploie ici ces mots dans un sens capitaliste et marchand : l'investisseur, le commerçant, le comptable s'y retrouvent-ils ? La pensée écologique et sociale, l'exigence d'un développement durable ont montré combien ces calculs au petit pied sont dérisoires, quand on les met en rapport avec la destinée de nos enfants, de notre planète, de notre rapport aux choses et avec le coût écologique ou social de la course au profit maximum. Dans l'expérience aubagnaise, la faisabilité que vous nommez "économique" faisait partie du jeu. Ça a été un atout, une facilité très appréciables. Cela a permis d'aller plus vite, plus sûrement, avec moins de résistances vers un dépassement de haute portée politique. Tant mieux pour Aubagne et tant mieux pour ceux qui, dans d'autres conditions, sont ainsi sollicités à construire leurs gratuités avec les briques que le réel met à leur disposition. Cela ne change rien au fond de l'affaire : la "solvabilité" de la gratuité est une contrainte technique qu'il faut bien prendre en compte d'une manière ou d'une autre, mais sa "rentabilité", essentiellement non monétaire, est indéchiffrable par le système et c'est elle qu'on doit mettre au poste de commande. La bonne aubaine administrative qui a permis à cette collectivité ●●●



●●● de bénéficier d'une forte augmentation du versement transport est une chance, mais pas une condition de la gratuité. L'éclairage public ne dispose pas de recettes propres. Quand la nuit tombe, on allume néanmoins les réverbères.

Les opposants à la gratuité évoquent les coûts réels des dispositifs d'accès gratuit. Comment traitez-vous cette objection courante à l'extension de la gratuité ?

M. G. : Nous ne nous érigeons pas en "modèle" mais notre expérience mérite qu'on s'y arrête : pour un territoire de 103 000 habitants, la mise en place de la gratuité n'a pas coûté un euro supplémentaire aux ménages. Certes, la gratuité supprime la contribution marchande des voyageurs et nécessite de renforcer le réseau, mais elle permet aussi des économies sur la billettique et le contrôle. Nous l'avons financée en augmentant le Versement Transport (VT), une taxe acquittée par les entreprises de 9 salariés et plus (seulement 9 % des entreprises implantées dans notre territoire). Ce VT, nous avons pu encore en augmenter le taux en décidant de réaliser un tramway, qui sera lui aussi gratuit pour l'utilisateur. Le VT couvre très largement le coût de la gratuité sans augmenter les impôts des ménages. Loin de plomber le développement de notre réseau de transports publics, la gratuité et son succès nous pousse à l'étendre avec la réalisation d'un tramway et aussi d'un tram-train. Alors s'il est aujourd'hui

"impensable" d'étendre la gratuité à des réseaux importants, il me semble important de "penser" tout de même la gratuité et de chercher des pistes y compris pour les grandes agglomérations !

M. G. : « On peut travailler l'alternative au niveau d'une collectivité et, du coup, le rapport des forces politiques aux institutions s'en trouve ébranlé, questionné. La démocratie n'a de sens que si elle est en mouvement, des-institutionnalisée si je puis dire. »

J.-L. S.-D. : L'instruction publique est un service gratuit, la voirie est un service gratuit, l'éclairage public est un service gratuit, beaucoup de soins sont remboursés, l'armée et la police elles aussi sont des services gratuits... Il ne s'agit pas de la nature des choses, mais de choix historiques, de choix politiques, de bifurcations concrètes. Privilégier la construction d'une ligne TGV qui coûtera des dizaines de milliards et raccourcira un trajet

de 15 mn pour la minorité qui l'emprunte est un choix, et d'ailleurs un choix respectable. Mais on peut aussi lui préférer les aménagements nécessaires pour que les transports urbains puissent gratuitement absorber une part plus importante des déplacements. Magali a eu raison de mettre "impensable" entre guillemets. La gratuité des transports en Ile-de-France est "impensable" au sens de l'expression populaire spontanée : « Vous n'y pensez pas ! » Comment, dans l'état actuel de l'équipement, doubler la fréquentation de la ligne A du RER francilien ? Et pourtant, rien ne nous interdit de penser un dépassement de "l'état actuel des choses".

Comment expliquer la frilosité de la gauche, même de la gauche "de transformation sociale", à porter des projets et l'option d'une extension de la gratuité ?

J.-L. S.-D. : La gauche est doublement tétanisée. D'abord, l'échec et l'effondrement de la seule tentative aboutie de renversement du capitalisme a donné un poids considérable à l'argument numéro un du libéralisme : vouloir aller plus loin dans l'histoire de la liberté, c'est jouer les apprentis sorciers et engendrer la tyrannie. Ensuite, ayant repris la main, les tenants du libéralisme ont conduit une *blitzkrieg* idéologique efficace contre toutes les perspectives émancipatrices qui mettent le système en cause. Idées dangereuses, irréalistes, enfantillages ou bombes à retardement. La bourgeoisie de la Troisième République n'éprouvait aucune gêne à parler ●●●



●●● de l'école "gratuite". Pourtant, elle était aussi près de ses sous que celle d'aujourd'hui et tout à fait consciente du budget nécessaire à la généralisation de l'instruction publique. Que cherche à se faire pardonner le prolétariat du XXI^e siècle quand, à l'évocation de chaque gratuité, il insiste sur le fait que « *la gratuité n'existe pas* », que « *tout se paye* », que « *nous ne respectons pas ce que nous n'avons pas fait l'effort d'acheter* », etc. L'expérience aubagnaise nous donne de façon tranquille et jubilatoire un flot de preuves que ce défaitisme idéologique est vain. Il est vrai que cette gratuité émancipatrice a été conduite dans la réalité d'aujourd'hui et non dans les lendemains qui chantent, dans la liberté créative des citoyens et non dans l'injonction administrative. Là est sans doute le chemin qui ouvrira à nouveau le voyage.

Au-delà de l'attachement des forces politiques traditionnelles à une culture administrative qui finalement suspecte les propositions rompant avec l'ordre social, et préfère l'action sociale qui compense l'inégalité plutôt que développe l'égalité, n'est-ce pas tout leur rapport aux institutions qu'il faut pointer ?

M. G. : Cette question en soulève une autre : devons-nous simplement réguler

le capitalisme et donc atténuer les inégalités qu'il génère ou rompre avec sa logique et travailler à l'égalité, à la mise en œuvre, pour plagier une formule que nous connaissons bien, du « *de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins* » ? Avec la gratuité, nous n'avons pas la prétention d'avoir LA ré-

J.-L. S.-D. : « Prenons le capitalisme par où il nous passe à portée de main, mais n'oublions pas que "prendre le capitalisme" n'est pas un but en soi, que c'est une des voies de l'émancipation humaine. »

ponse mais on fait bouger les lignes. Ce qui est fantastique, c'est que les citoyens, usagers ou pas des bus, sont aussi les co-auteurs et les co-acteurs de la gratuité des transports. L'expérience montre que la gratuité "fabrique" de la convivialité, de la citoyenneté et ouvre la voie à des droits nouveaux. Il faut

sortir de cette opposition stérile entre ceux, - les élus, l'administration - qui seraient uniquement dans la "gestion" et ceux qui seraient dans la production d'alternatives, d'idées. Nous démontrons, à notre échelle, que l'on peut travailler l'alternative au niveau d'une collectivité et, du coup, le rapport des forces politiques aux institutions s'en trouve ébranlé, questionné. Mais il est vrai que la culture administrative, très verticale, peut être un frein. C'est pourquoi nous tentons à Aubagne, depuis des années, de travailler ensemble : citoyens, techniciens et élus. Ce n'est pas un chemin aisé mais la démocratie n'a de sens que si elle est en mouvement, des-institutionnalisée si je puis dire.

Vous expliquez que la gratuité ne s'attaque pas d'abord à la propriété du Capital : elle subvertit le principe de consommation marchande, prenant « le capitalisme par la queue ». Mais vos exemples concernent des transports et l'Éducation nationale, où le statut public est (plus ou moins) acquis. Dans une optique de transformation sociale et écologique, ne doit-on prendre le capitalisme par la tête et par la queue ?

J.-L. S.-D. : Prendre le capitalisme par la queue, en aval de la production ●●●



●●● d'un bien, présente un puissant avantage démocratique. L'aval, c'est nous, ce sont les milliers de passagers des bus gratuits qui ont fait leur cette sortie du marché qu'on ne leur reprendra pas de si belle. Une nationalisation décidée en conseil des ministres prend le capitalisme par la tête et change la tête du conseil d'administration. Mais si on en reste à ce tête à tête, la mesure peut très bien ne rien changer aux modalités du travail, ni à la façon dont la société use du bien produit. Considérés en eux-mêmes, la propriété et le contrôle publics d'un conseil d'administration peuvent se couler dans le système du marché, du management capitaliste, des politiques impériales, et passer inaperçus. L'histoire a montré la forte réversibilité de telles nationalisations et au contraire la "viscosité" des gratuités, leur résistance. La gratuité déboussole la logique capitaliste. Cet étourdissement qu'elle introduit dans la logique capitaliste est favorable à d'autres avancées. Par exemple, le dogme central de la main invisible du marché, indépassable providence de l'activité humaine, prend un coup derrière la cravate. En profiter pour lui couper la tête ? Si l'occasion se présente (ou si nous nous présentons à l'occasion), on ne va pas se gêner ! Prenons le capitalisme par où il nous passe à portée de

main, mais n'oublions pas que "prendre le capitalisme" n'est pas un but en soi, que c'est une des voies de l'émancipation humaine. Quand elle a lieu, il faut que cette "prise de tête" se traduise en libertés nouvelles, sinon elle n'est qu'un jeu de chaises musicales entre propriétaires du pouvoir.

Quel lien faites-vous entre l'avancée locale, partielle, de la gratuité dans les bus du pays d'Aubagne et de l'Étoile et le courant historique en faveur de l'émancipation ?

J.-L. S.-D. : Le marché a participé à l'émancipation. Il a libéré les forces productives, nous a proposé une grande variété de biens utiles et agréables qui adoucissent et élargissent nos existences. L'histoire s'arrête-t-elle avec lui ? Les bus d'Aubagne nous prouvent que non, qu'on peut répartir autrement ces biens, à profusion, sans distinction de fortune, sans peur du gendarme, sans les entourer d'un fétichisme qui font de la marchandise et de l'argent les maîtres de nos imaginaires, en abolissant les vertigineuses inégalités qui concassent la société, en adoucissant l'empreinte de l'activité humaine sur notre planète. L'émancipation n'est pas un aboutissement – ni pour aujourd'hui comme le proclame le libéralisme, ni pour après-demain

comme l'a imaginé le mouvement ouvrier du XX^e siècle. L'émancipation, c'est le mouvement vers davantage de liberté. Aimer le mouvement plutôt que la destination ? C'est un peu ce que ressentent ceux d'entre nous qui ont la chance de pouvoir affirmer : « *J'ai eu une belle vie* ». Leur jugement ne porte pas sur l'aboutissement chronologique de l'existence, qui est la mort. Il ne dit pas non plus qu'ils ont tout le temps nagé dans le bonheur. Ça n'existe pas. Il ne font pas les comptes, mais emploient un adjectif esthétique, qualitatif : une « *belle* » vie. Leur jugement porte sur le chemin de la vie. Faire de notre vie sociale une belle histoire de liberté, de créativité, inventer notre humanité au lieu de la subir ? C'est repérable dans le passé. Pourquoi nous en priver pour demain ?

● Entretien réalisé par



Françoise Verna, Bernard Calabuig et Gilles Alfonsi

Bataille d'eau

134 ans : cela fait 134 ans que la ville de Rennes délègue à la CGE devenue Vivendi puis Véolia, la production et la distribution de l'eau aux Rennais.

700 millions d'euros : c'est la somme versée aux actionnaires de Véolia en 2010, autant d'argent non réinvestie dans l'entretien et l'amélioration du réseau.

Nous n'avons pas besoin d'actionnaires pour gérer la production et la distribution d'eau. Ce ne sont que des parasites qui se font de l'argent sur notre dos, sur la gestion d'un bien qui fait partie de ce que les altermondialistes ont appelé les biens communs puisque sans l'eau nous ne pouvons pas vivre.

En décembre prochain, les élus rennais vont prendre la décision soit de renouveler le contrat qui les lie à Véolia jusqu'en 2014, soit de créer une SPL (société publique locale), soit de créer une régie. Cette décision devrait faire l'objet d'un grand débat public. Mais les élus rennais se contentent d'organiser un débat avec la commission prévue à cet effet qui, de toute façon, n'aura qu'un avis consultatif.

Nous sommes bien loin de l'exigence de référendum portée par le Collectif du Pays de Rennes pour une gestion publique de l'eau (1). D'ailleurs, si le collectif n'organisait pas lui-même des débats, ne mettait pas lui-même à la disposition du plus grand nombre les informations concernant les enjeux de la gestion de l'eau, on peut dire qu'il n'y aurait pas de débat public.

Que portent les militants du collectif dans ce débat?

- qu'il faut arrêter de remplir les poches des actionnaires de Véolia pour payer l'eau à prix coûtant,
- que la recherche de profits à tout prix entre en

contradiction avec les objectifs de préservation de la ressource, qu'il faut donc arrêter la fuite en avant technologique consistant à traiter de mieux en mieux des eaux de plus en plus polluées, ce qui nécessite d'investir pour arrêter de polluer les eaux souterraines et les eaux de surface (les plus nombreuses en Ille et Vilaine) et en particulier en finir avec les orientations actuelles de la PAC (politique agricole commune). Cela suppose des synergies publiques que seule la mise en régie peut permettre.

- qu'il faut permettre aux usagers d'avoir un poids réel dans les choix de gestion : une régie directe doit comprendre un vrai lieu de concertation avec toutes



celles et ceux qui s'intéressent au problème, qu'ils soient organisés ou non dans une association, un syndicat, un mouvement politique, -que le nouveau modèle de gestion, la SPL, ne permet pas la transparence et le contrôle citoyen de la gestion, qu'il reste toujours possible de déléguer aux entreprises privées tout ou partie des services, avec encore moins de contrôle

que dans le cadre d'une (délégation de service public) à une entreprise privée.

Dans un contexte de montée en puissance dans l'opinion, de l'exigence d'une gestion publique démocratique et écologique de l'eau, des villes (et pas des moindres !), décident de sortir du modèle de la DSP et font reculer l'emprise des multinationales de l'eau, Paris étant l'exemple emblématique de cette avancée.

Souhaitons que Rennes soit la prochaine.



● Sylvie Larue

(1) Le collectif (<http://collectif-eau-rennes.org/>) regroupe des citoyens et des organisations : ATTAC ; FASE Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique ; GU Gauche Unitaire ; NPA Nouveau Parti Anticapitaliste ; PG Parti de Gauche ; EELV Europe Ecologie Les Verts, Terre des Hommes France délégation 35, La Nature en ville, Les Jeunes Écologistes de Rennes, Fondation Danièle Mitterrand, CGT Éducation Nationale 35

PANIER DE LA SEMAINE



Cerise rouge. Dominique Tian, député UMP des Bouches-du-Rhône, milite pour faire à nouveau payer l'accès aux soins des sans-papiers et rétablir la franchise de 30 € sur l'aide médicale d'État (AME). L'inhumanité et l'inefficacité de cette ex-mesure Sarkozy, empêchant des personnes en situation de grande précarité de se soigner, ne sont donc pas arrivées au cœur et au cerveau de ce réac. Lutter contre les maladies infectieuses ? Citant « *la peste, la rubéole, la typhoïde* », il indique : « *S'ils ont ces maladies-là, je préfère que les étrangers restent chez eux.* » « *La bêtise insiste toujours.* », écrivait Albert Camus, auteur de *L'Étranger*, dans *La Peste*.

Cerise croquante. Il y a l'Europe, ce zinzin, et *Europe*, ce jardin. La revue littéraire *Europe*, fondée en 1923, fête son 1 000^e numéro avec *Abécédaire*, auquel ont participé plus de 70 écrivains, poètes, philosophes et artistes du monde entier. <http://www.europe-revue.net/> « *Nous disons aujourd'hui Europe parce que notre vaste presque-île, entre l'Orient et le Nouveau Monde, est le carrefour où se rejoignent les civilisations. Mais c'est à tous les peuples que nous nous adressons [...] dans l'espoir d'aider à dissiper les tragiques malentendus qui divisent actuellement les hommes.* », avait écrit, visionnaire, l'un des fondateurs de la revue, dès le premier numéro.

Cerise sucrée. Durant deux semaines (22 oct. - 8 nov. 2012), des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie sillonneront les routes pour des conférences et des rencontres publiques sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme ». Cette tournée, réalisée avec les collectifs pour un audit citoyen passera par Paris, Orléans, Rennes, Grenoble, Genève, Lyon, Mende, Marseille, Montpellier. Tous les chemins ne menant pas à Rome, la balade finira à Florence pour une « Agora féministe européenne contre la dette et les mesures d'austérité ».

Cerise noire. La préfecture de police d'Athènes a décidé d'interdire les manifestations au centre de capitale grecque et près de l'aéroport. Quand les flics grecs se mutineront-ils au lieu de protéger Angela Merkel, venue soutenir le gouvernement grec et son mémorandum sur l'austérité ? Bien que le décret utilisé « *contre les rassemblements publics* » date de la dictature des colonels, BHL et André Glucksmann sont restés muets.

Bigarreau. Il y a six mois, au Québec, le gouvernement avait restreint drastiquement le droit de manifester aux étudiants mobilisés contre la réforme libérale des universités. Le gouvernement espagnol réfléchit, lui, à une modification législative pour contrer les manifs. Quant au gouvernement chilien, il utilise la loi antiterroriste contre la jeunesse chilienne. Désormais, capitalisme et liberté sont incompatibles.

Cerise pourrie. Certains devraient lire les *Illusions Perdus* de Balzac. En 2009, un grand groupe énergétique du CAC 40 avait généreusement attribué aux salariés 20 actions, au cours de 30 €. Elle leur en attribue aujourd'hui 35, au cours de 18 €. Ces dirigeants connaissent donc la règle de 3. Quand l'action vaudra 1 €, ils attribueront donc 600 actions. Et 1 centime : 60 000. Cela aura le mérite de donner aux salariés l'impression d'être devenus de gros actionnaires. Et de faciliter la nationalisation.

Cerise mystère. Quoi t'éc ?



Pub pour le collectif anti-pub de Saint-Quentin en Yveline (78) et "Les Déboulonneurs" à la reconquête de l'espace public.

● Philippe Stierlin



Apple pie

It could happen here

(Cela pourrait arriver ici)

Obama stagne, Romney remonte, en tout état de cause, moins de 3 % les séparent dans les intentions de vote soit un chiffre inférieur à la marge d'erreur dans un sondage. Conséquence, une partie de la gauche américaine commence à cauchemarder : et si le scénario de novembre 2000 se reproduisait en novembre 2012 ? Obama vainqueur en nombre de voix mais Romney vainqueur en nombre de grands électeurs et une Cour suprême plus conservatrice (5 juges) que libérale (4 juges) qui tranche à nouveau en faveur du candidat républicain. En décembre 2000, Al Gore a préféré céder la victoire à George W. Bush en refusant d'aller jusqu'au bout des décomptes de bulletins de vote. Il a en quelque sorte ménagé le système électoral et, par là-même, le système démocratique étatsunien.

Douze années plus tard, des élus républicains en cours de mandat pourraient être tentés de saisir des armadas d'avocats chargés de contester dans les États les plus indécis (Iowa, Ohio, Wisconsin, Floride) les résultats dès leur annonce. Une seconde élection présidentielle litigieuse affaiblirait grandement cette fois la puissance américaine.

● Marie-Agnès Combesque



Τυροπιτάκια

Ελληνική Δημοκρατία

En Grèce, nul n'ignore comment a été assassiné Grigoris Lambrakis. Les images de Z, le film de Costa-Gavras sont gravées dans toutes les mémoires !

Les campagnes électorales du printemps ont été marquées par de multiples rumeurs de coup d'état préparé par les ultras de la police et les néo-nazis d'Aube dorée, en cas de victoire de SYRIZA. Cohn-Bendit qui n'est pas un inconnu en Grèce, y a apporté sa contribution : « Il ne faut pas laisser les Grecs décider par eux-mêmes car il y a risque de coup d'État militaire. »

Difficile de démêler le vrai du faux dans ces rumeurs ; mais au moment où la presse fait état de complicités entre des fonctionnaires de police et Aube dorée, il faut se souvenir de ce sondage publié par le très sérieux site *To Vima* : la moitié au moins, des policiers ont voté Aube dorée.

En grec, République hellénique se dit *Elliniki Dimocratia*. Plus que jamais, pour que la démocratie vive (*Zei*, en grec), c'est un combat !

● Gilles Boitte



Culture Rrom dans tous ses états



Petite commune de la région nantaise, Indre a vu arriver des familles Rrom. Avec les mêmes difficultés auprès de la préfecture, et de sa grande voisine de Nantes-Métropole, pour aider à donner un accueil humain, solidaire, à ces familles. Une association de solidarité s'est constituée, "Romsy", qui organise depuis février 2011 un atelier cuisine avec des femmes rroms du Village de la solidarité. Contactées par une lectrice, *Cerises*, qui s'inscrit dans le mouvement de solidarité avec les Rroms (Voir n° 152) vous invite aujourd'hui à participer à l'action de cette association en commandant une publication née de cet atelier.

Voici ce qu'en dit Romsy : « Cet atelier est un lieu de partage : des savoir-faire et des spécialités culinaires, comme des moments forts de la vie, heureux ou malheureux. Toutes ces émotions, cette ambiance chaleureuse, nous voulons vous les faire partager. L'ouvrage collectif *De Punghina à Indre* vous propose des recettes roumaines. Et aussi, à travers des portraits, des photographies et des dessins, de faire quelques pas vers une culture méconnue. »

Ouvrez vos yeux et vos papilles sur les richesses de cette culture offertes par des femmes qui « mijotent l'avenir ».

À commander puis prendre ou recevoir :

Romsy - Av. de la Loire - 44610 Indre - Tél : 06 78 81 34 12

En souscription jusqu'au 31 octobre 2012

Parution début décembre.

82 p. - 14 € puis 17 € + 4,20 € pour frais de port

Bonus : diaporama de photographies ; bande son : chants Rroms enregistrés lors des ateliers (durée 20 minutes)



● Michèle Kiintz



Plus et bon de commande sur www.communistesunitaires.net, rubrique À lire

L'image de la semaine



À gauche : “Merkel veut apaiser les tensions avec la Grèce en se rendant à Athènes”, titre *L'Expansion* le 8/10/2012 –
 À droite, pendant sa visite le 9 octobre, à Athènes.

● **Mali : théâtre et conscience citoyenne.** 3 000 personnes au Palais de la culture, à Bamako, dans un contexte, pourtant, pour ce peuple meurtri, de très grande précarité. La tradition du *kotèba* consiste, écrit J.L. Sagot-Duvaurox, à conjurer « *les tares de la société (...)* par le rire avec une totale liberté d'expression ». La création du spectacle d'Alioune Ifra Ndiaye *Tanyinibougou* réunissait « *ministres et mécaniciens, ménagères et cadres supérieurs pour se moquer ensemble de la fascination de l'argent qui a tant affaibli le Mali et son État* ». Cet événement culturel « *est une contribution des hommes et des femmes de culture à la transition en cours pour le redressement du Mali* ». J.-L. Sagot Duvaurox et son équipe du théâtre l'Arlequin, à Morsang-sur-Orge, accueillent également ce genre de création.

● **Le Vert, programme d'avenir.** Brésil. Migrants sans terre et femmes de quartiers pauvres parviennent à développer sur des terres prétendument ingrates ou en zone péri-urbaine une agriculture familiale, coopérative, fructueuse. Alors que l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire avait accordé ses subventions aux premiers moyennant déboisement, la stérilité des sols, la faim et la malaria qui s'en suivirent amenèrent ces « *autodidactes* » accompagnés par des paysans locaux à reboiser et développer une agriculture diversifiée et presque bio. « *Une réussite écologique, économique et sociale* », avec comme piliers la transparence et la confiance réciproque. Et il

en faut pour faire face quand les subventions s'arrêtent. Pour les femmes d'*Univerde*, confrontées à la violence, à la drogue et aux risques de la rue pour leurs enfants, l'expérience est également concluante, économiquement et socialement, au point que les hommes ont rejoint la coopérative, malgré des défections quand les subsides viennent à manquer. Une analyse de ruptures avec l'agroalimentaire industriel, dans un article étoffé de P. Piro dans *Politis* du 4/10/2012.

● **La démocratie malade du racisme et de la xénophobie.** Valls récidive et incite les Français à dénoncer les dérives vers un “islam sectaire” (interview publiée par *Paris Match*). Après la chasse aux Roms, l'islamophobie renouvelée. Qu'un ministre de l'Intérieur, d'un gouvernement “de gauche”, puisse se le permettre en dit long – au-delà du personnage – sur l'état de la démocratie et de la “patrie des droits de l'homme”. Quand “l'austérité” s'allie au “sécuritaire” et cherche un cache-sexe, elle se pare de racisme et de xénophobie, elle attise le rejet de l'autre, quelle que soit sa religion, son origine. Non au racisme sous toutes ses formes ! Nous voulons construire ensemble un pays où bien vivre ensemble. « *Nous voulons assumer les brassages et nous enrichir des rencontres du monde d'aujourd'hui, nous voulons construire une société où toutes et tous, sur les chemins de la migration et du voyage, passagers ou sédentaires aient les mêmes droits.* » (*Cerises* n°153)

Retrouver *Cerises* sur nos différents sites, blogs et réseaux

<https://www.facebook.com/cerisesenligne/> et @CerisesACU

<http://blogs.mediapart.fr/blog/communistes-unitaires/>

